

VENDREDI 21 JANVIER 1949

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs
et la dernière bande

Le numéro : 10 francs

« L'Anarchie
est la plus haute
expression de l'or-
dre. »
(Eliade Reclus.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Six nègres de New-Jersey seront-ils exécutés ?

A la suite du meurtre d'un commerçant, six nègres sont traînés devant les tribunaux de la justice américaine. L'accusation, fondée sur de prétendus aveux faits par les accusés, ne tient pas compte des tortionnaires policiers. Six nègres se doivent d'avouer devant l'opinion blanche. Le Ministère public a refusé de produire les dossiers des témoins à décharge. D'après William L. Patterson, secrétaire du Civil Rights Congress, c'est un cas flagrant de la plus odieuse injustice raciale aux Etats-Unis. Naturellement — à l'exception des « Reynolds News » — la grande presse a, pendant quatre mois, fait le silence autour de cette affaire.

Ici, le prix du sang importe peu. Il faut créer un symbole et détourner la classe ouvrière de la question sociale en lui inculquant la haine des nègres. Le travailleur américain qui supporte le poids d'un budget colossal, le poids de l'économie de guerre, ne doit entrevoir l'assassinat que sous la forme symbolique du sale nègre (du bloody-black) et c'est une telle opération que doivent payer de leur vie six hommes à la peau noire — six hommes de New-Jersey.

L'ouvrier américain, comme l'ouvrier allemand, pourra expliquer le sort misérable qu'on tend à lui donner à l'aide d'arguments raciaux, et non plus sociaux. Le capitalisme pourra se dessiner autrement désormais. Le capitalisme, avec un peu de propagande, un peu de bourrage de crânes, s'estompé, ainsi que tout son cortège oppressif, devant les images d'Epinal du Klu-Klux-Klan. Manger du nègre consolera de ne pas manger à sa faim, consolera de ne pas vivre complètement et librement. Le nègre remplacera la carotte de l'âne, pour conduire le prolétariat américain jusque sur les champs de bataille de demain.

Il suffit de peu de chose n'est-ce pas ? Il suffit de six hommes à la peau noire à New-Jersey, il suffit des coulisses d'une chambre de tortures et d'une vingtaine de bourreaux sous l'uniforme de la police.

L'opération est d'un prix modique. D'un prix beaucoup plus modique que celui exigé par une éventuelle hausse des salaires. Cela demande un peu de sang — et c'est pour rien...

Cette opération, que nous dénonçons, ne serait qu'une hypothèse si elle n'était fondée que sur les intentions des dirigeants américains; mais elle n'est pas hypothétique quant aux conséquences que peut impliquer une telle injustice.

La presse libertaire n'a pas les mêmes raisons de se taire que la grande presse, et par sa voix, ce sont des millions d'hommes libres qui orientent leur horreur, contre toute discrimination raciale, qui disent leur détermination de sauver la tête de ceux, dont le seul crime est d'avoir la peau noire.

Lik

L'U.R.S.S. vue par un anarchiste

LA MÉDECINE - LA FAMILLE (VII)

— Il est courant d'entendre dire que l'hygiène et l'organisation de la Santé publique sont en Russie, très rudimentaires. Pourriez-vous donner un avis plus nuancé, des exemples précis ?

— Rétablissons la vérité. Dans l'ensemble l'homme russe aime la propreté et l'hygiène ne serait pas tellement différente de ce qu'elle est ailleurs. Mais, surtout depuis quelques années, la pénurie de savon est cause d'une hygiène très déficiente. De plus, les installations sont rares. Dans les immeubles, le plus souvent la cuisine est une pièce collective.

Il n'y a pas de douches dans les usines, ou très rarement. Les bains publics, ne fonctionnent pas très bien. Souvent le chauffage ou l'eau manquent.

— En dehors des soins individuels, il doit exister des services de dépistage, de prévention contre les maladies contagieuses ?

— Le dépistage n'est pas organisé comme en France, sauf dans certaines industries alimentaires (boulangerie, par exemple) ; il existe dans l'entreprise un service médical mais il ne recherche pas les malades, c'est à ceux-ci de se signaler.

Toutefois, des mesures préventives (vaccins) sont prises pour l'ensemble de la population contre les maladies épidémiques.

— On a dit aussi, dans la propagande antistalinienne courante, que les hôpitaux en U.R.S.S. étaient très déficients, que les précautions élémentaires (asepsie par exemple) n'étaient pas prises. Pouvez-vous me donner votre témoignage ?

— La tenue des hôpitaux est, dans l'ensemble, très suffisante. Le matériel chirurgical (et j'ai pu le vérifier par l'intermédiaire d'une amie, infirmière polonaise) est moderne et bien tenu. Ce qui est vrai, c'est que le nombre des hôpitaux est très insuffisant et que la nourriture laisse à désirer. Mais, c'est peut-être dans ce domaine de l'équipe-

ment sanitaire qu'il y a eu, en U.R.S.S., une amélioration.

Encore un mot : les hôpitaux militaires qui forment une catégorie spéciale sont mieux outillés, mieux ravitaillés que les hôpitaux civils. D'autre part, les grands centres sont mieux équipés que les régions éloignées.

— La propagande ne joue-t-elle pas dans les activités médicales ?

— Si, par exemple, il suffit qu'un chirurgien ait réussi une opération délicate pour que la presse parle de miracle, de suprématie de la science soviétique.

Ainsi, l'autorité militaire renouvelle indéfiniment un délit unique : Le caserne ou la prison, tel est le choix que leur laisse l'arbitraire.

Nous avons pu savoir que César Bugany et André Schenauer persévèrent dans leur refus d'être soldats.

Bugany est à nouveau incarcéré à la citadelle de Lille. Schenauer l'est au camp de Cottanion, Thionville (Meurthe-et-Moselle).

Mais « libérés » par ce « sursis » ils ont été ramenés à leur caserne respective.

Non à celle du mouton, ni à celle de boucher d'autres humains. Peut-être d'ailleurs, que nous ignorons, sont-ils également livrés sans soutien et à la merci de tous les arbitraires et de tous les fanatismes ?

Dans la conjoncture actuelle, quand tout devient objection contre la guerre, quand il n'y a plus de défense nationale réelle que contre l'armée, pouvons-nous rester indifférents au sort de ceux qui affrontent les tyrannies, au sort de

MASSACRE EN UNION SUD-AFRICAIN

Le docteur Malan, chef du gouvernement et leader du parti nationaliste au pouvoir, fonde son autorité sur la police et la répression.

A Durban, les soldats patrouillent dans les rues et la police se fait provocante. Les noirs et les indiens qui étaient prêts à conclure l'union, face aux lois racistes du gouvernement Malan, se sont heurtés. Plus de 100 morts et près de 1.000 blessés, tel est le bilan de la politique raciale des Etats Sud-Africains.

L'origine des massacres qui, d'après les agences, est une dispute entre un commerçant indien et un noir, ne lève pas le doute sur les causes véritables des bagarres entre les deux populations non-européennes.

Si les Indiens, surtout commerçants, n'ont jamais eu la sympathie des noirs, aucune bagarre, jusqu'à ce jour, n'avait eu lieu entre ces deux groupes. D'autre part, les troubles qui étaient sur le point d'éclater à Johannesburg, dans les mines, et à Pietermaritzburg, paraissent contredire la thèse des agences.

Le rapprochement des deux groupes de couleur ne pouvait être que jugé néfaste par le gouvernement raciste du docteur Malan. Et voilà des massacres qui viennent bien à point pour lui permettre d'établir de nouvelles lois, renforcer sa politique discriminatoire et régner par la division et la terreur.

Mais qui rebâtira les maisons brûlées ? La police, sans aucun doute, que l'on dépêche par avion pour établir l'ordre où il ne reste plus que plaies et plaintes.

A Durban, la population blanche n'a pas protesté. Il n'est question pour elle que d'un règlement de comptes entre esclaves.

S. N.

Les grandes
enquêtes
du « Lik »

— La presse stalinienne fait grand cas de la surveillance médicale des enfants, surtout des nourrissons, des femmes enceintes. Qu'en est-il au juste ?

— Eh bien, c'est exact : les consultations pour les femmes enceintes et les jeunes enfants sont bien organisées, même dans les kolkhozes. Les bébés déficients reçoivent même de la nourriture, lors de la visite au dispensaire. (Ceci seulement dans les grands centres.) Cette nourriture est d'ailleurs mal composée : pas de fruits, pas de lait concentré.

— Parlons un peu du personnel médical. Les médecins sont intégrés dans l'Etat ?

(Suite page 2, col. 3.)

Libérez les résistants à la guerre

Nous avons dit que trois objecteurs de conscience, témoins de Jéhovah, ont été condamnés, le 3 novembre dernier, par le Tribunal militaire de Metz, à deux ans avec sursis.

C'est, je crois, un fait unique, cette condamnation avec sursis...

Nous savons qu'ils refusaient l'asservissement militaire sous toutes ses formes. Mais, ayant déclaré être prêts à faire volontairement un service civil constructeur plus long, nous pourrions penser que, renonçant à ses méthodes habituelles, le gouvernement confierait ces résistants à la guerre au service civil volontaire international. Le Comité de la Branche française de ce service ne demandait pas mieux que d'accueillir de tels volontaires pour occuper dans ses chantiers de vie.

Mais « libérés » par ce « sursis » ils ont été ramenés à leur caserne respective.

Non à celle du mouton, ni à celle de boucher d'autres humains. Peut-être d'ailleurs, que nous ignorons, sont-ils également livrés sans soutien et à la merci de tous les arbitraires et de tous les fanatismes ?

Dans la conjoncture actuelle, quand tout devient objection contre la guerre, quand il n'y a plus de défense nationale réelle que contre l'armée, pouvons-nous rester indifférents au sort de ceux qui affrontent les tyrannies, au sort de

ceux qui résistent à la guerre — toujours froidement préparée — même en l'absence de tout ennemi héréditaire ?...

Si nous n'avons pas, comme eux, le courage d'affronter un Etat qui désorganise et démoralise la vie en n'organisant plus que la mort en commun, nous devons de moins en moins avoir la lâcheté de faire le silence autour d'eux. A travers eux, c'est toutes nos objections, à nous, qui doivent s'affirmer contre la guerre.

Ne pas se solidariser étroitement avec les objecteurs, sous prétexte qu'ils sont d'une « dangereuse inefficacité pour la Paix » c'est se solidariser avec des oppressions meurtrières qui, elles, sont d'une dangereuse efficacité contre toutes les paix, toutes les libertés, toutes les vies.

Dés millions de morts, toutes les villes en ruines, et tous les objecteurs en prison en témoignent.

Une action admirable de défense et de lutte a été impulsée par quelques hommes, en faveur de Garry Davis. Bravo ! Mais nous voudrions bien voir le même conseil être solidaire des objecteurs, pour mener autour d'eux la même vigoureuse campagne de défense et de résistance à la guerre.

Emile VERAN.

LA TACTIQUE COMMUNISTE

A chacun son mensonge !

Tandis que Cachin offre la paix au Gouvernement des matraqueurs, le Kominform aménage sa dictature dans les organisations de masse

Les positions idéologiques complexes, embrouillées à dessein de la propagande du Parti Communiste font sa force, chacun des suiveurs de ce parti y trouvant son compte. Ouvrier, petit commerçant, petit industriel (qu'on se souvienne des meetings de Marty !), il y en a pour tout le monde. Il fut même un temps, qui n'est pas si éloigné, où l'on prêcha qu'avant d'y avoir des ouvriers et des capitalistes, il y avait des patriotes et des « marshalliens ». Et vive le bon capitaliste qui est contre plan américain !

Non seulement, à force de délayer l'abrutissement dans les centaines de journaux et revues contradictoires mais atteignant tout le public, on a réussi ce tour de force de « concilier » les inconciliables, mais on va plus loin encore. Supposons que vous fassiez la grève, une grève violente et désespérée, comme celle des mines, par exemple. Pourquoi vous battez-vous ? Pour le salaire, direz-vous. Erreur ! Selon l'initié du dessus, c'est pour avoir un gouvernement démocratique ; encore un étage, et il s'agira de saboter le plan Marshall. Enfin, au sommet, ce sera histoire de s'entraîner à l'insurrection. Vous voyez, chacun y trouve son

compte, et par-dessus tout le Politburo de Staline qui manœuvre les masses comme une matière première.

C'est pourquoi l'expérience conseille de se défier des positions publiques du parti. Certains ont pu avoir des larmes dans les yeux lorsque le vénérable Marcel Cachin, spécialiste des retournements de veste (il fut contre Lénine en 1918, pour Hitler en 1940) pratiqua une fois de plus, à l'Assemblée, son sport favori. La guerre n'était absolument pas certaine, Staline et Truman pouvaient encore se tomber dans les bras, l'un de l'autre, et les communistes participer à une nouvelle « Renaissance française ». Aux premiers jours

de la nouvelle session de l'Assemblée, ceux qui s'acharnèrent à utiliser la juste lutte des mineurs pour des fins inavouables trahissaient une fois de plus les ouvriers qu'ils firent tomber dans les bagarres, en tendant la main à la majorité parlementaire.

Tout nous engage donc à penser qu'il s'agit là d'une hypocrisie tactique, et l'examen de quelques événements nous le confirme. Tout d'abord, notons que la « Pravda » était beaucoup plus agressive contre le capitalisme en général et Truman en particulier, qu'il n'en pouvait paraître lorsqu'on écoutait Cachin, et ceci aux heures mêmes où il prononça son discours. Enfin, fait capital, on assiste actuellement en France à un RAIDISEMENT ORGANISATIONNEL des appareils kominformiens.

En effet, tandis que le doyen d'âge de l'Assemblée prêche l'union, le parti lui, fourbit ses armes en silence. On verra dans ces pages, comment il poursuit actuellement au sein de la C.G.T. un travail de renforcement de la dictature communiste, avec mise hors d'état d'agir des éléments les plus doux aux yeux des « durs » de l'appareil P.C.F. Ce mouvement passe actuellement inaperçu du public ; il n'en reste pas moins qu'il existe effectivement et constitue un grave danger pour les lots de liberté qui pouvaient subsister dans la C.G.T.

Offensive de paix, préparation de la bagarre, telle est la position du Kominform en face du capitalisme français. En fait, on peut se demander si cette ambivalence de l'attitude n'est pas en rapport avec le succès démocrate aux U.S.A. On sait la signification profonde du succès de Truman : les masses américaines ont voté pour le parti, ou plutôt pour l'homme capable de prendre des mesures étatiques pour juguler la crise. C'est le New Deal qui a triomphé

(Suite page 2, 1^{re} col.)

LES COMMERCANTS

Profiteurs féroces des années de guerre
contre-révolutionnaires
par excellence

Il y a en France plus de deux millions de commerçants. Groupés au sein de fédérations puissantes, comme la Confédération Générale du Commerce et de l'Industrie, la Confédération Nationale du Commerce et de l'Artisanat, ils constituent une force remarquablement organisée, avec laquelle doivent compter les politiciens et le gouvernement.

Aucun parti n'ose attaquer le commerçant, et celui qui devrait logiquement être le premier à dénoncer ses abus — le P.C.F., s'empresse bien au contraire, de le flatter, de le présenter comme un bon et utile citoyen écrasé par les impôts et les taxes.

Les anarchistes n'ont pas l'habitude de se livrer au jeu stérile et facile qui consiste à attaquer tel ou tel homme ou groupe d'hommes. À moins, qu'il s'agisse de personnalités politiques marquantes — mais vont toujours au fond du problème, qui est et reste, là comme ailleurs, le problème social.

Le commerçant représente avant tout une fonction, qui à son tour s'insère dans le mécanisme général de la société capitaliste. Comme l'ensemble est foncièrement vicié, la fonction, ainsi que celui qui l'assume, le sont également et nécessairement.

Il y a deux ou trois ans — je ne sais plus quel ministre — avait décrété qu'il était urgent de « moraliser » le commerce. Cette stupidité, bien digne d'un ministre, est naturellement restée lettre morte. Le jour où le commerce sera moral, il n'y aura plus de commerçants, la ruse, la fraude, le débrouillage, la combinaison plus ou moins louches, la comptabilité occulte, souvent, la corruption de fonctionnaires, étant les règles essentielles, de tout commerce, grand ou petit.

La providence gouvernementale s'exerce en ce domaine sous la forme du Secrétariat d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports. Saisi d'un louable zèle, cet organisme décida de s'entourer, à titre consultatif, de quatre commissions : Mouvements de Jeunesse, Auberges de Jeunesse, Colonies de vacances et Culture populaire. Nous passons sur le fait que la répartition des plus bizarres des représentants des organisations de jeunesse dans ces commissions traduit le plus bel arbitraire bureaucratique, et nous en arrivons au fait capital.

La commission consultative consacrée aux Auberges de Jeunesse, comprenant outre les représentants du ministre, ceux de divers mouvements : U.F.A.J., O.C.C.A.J., L.F.A.J., M.L.A.J. et la Ligue française de l'Enseignement, s'était mise d'accord au cours de deux réunions sur le principe de la création d'un organisme unique habilité à distribuer des cartes d'hébergement aux jeunes qui le désiraient. Ainsi, serait-il possible de sortir d'une

certaine confusion engendrée par la multiplicité des organisations, et le ministère lui-même y verrait plus clair pour diriger ses subventions. Il semblerait donc que tout irait pour le mieux...

Las ! C'était sans compter sur le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse, M. Morice, qui mit les pieds dans le plat à la troisième rencontre, déclara tranquillement que ce qui avait été fait jusqu'à ce moment ne correspondait pas à ce qu'il envisageait, et fit donner lecture d'un superbe projet d'étatisation des Auberges qu'il se proposait de mettre en pratique. Qu'on en juge :

— Les licences de la future Fédération Française des Auberges de Jeunesse seraient délivrées gratuitement PAR L'ETAT (Services départementaux de la Jeunesse et des Sports), ce qui prive les jeunes de toute ressource financière autonome, et les livre pieds et poings liés à l'absolutisme gouvernemental.

— La F.F.A.J. comprendrait, outre les cochons d'usagers, des « membres de droit » comprenant des « techniciens » (on ne voit pas très bien en quoi un architecte qui construit une auberge est, pour cela, un « technicien des auberges », par exemple), et surtout des REPRESENTANTS DE L'ETAT ?

(Suite page 3, col. 6.)

Sauvons la liberté des auberges

Il n'est pas d'exemple que l'Etat, lorsqu'il s'intéresse subitement à la jeunesse, ne donne à son action la forme d'une bureaucratie, voire, éventuellement, d'une militarisation, et, de toute façon, d'un étouffement de la liberté des jeunes. Le drame présent des Auberges de Jeunesse en est une illustration.

La providence gouvernementale s'exerce en ce domaine sous la forme du Secrétariat d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports. Saisi d'un louable zèle, cet organisme décida de s'entourer, à titre consultatif, de quatre commissions : Mouvements de Jeunesse, Auberges de Jeunesse, Colonies de vacances et Culture populaire. Nous passons sur le fait que la répartition des plus bizarres des représentants des organisations de jeunesse dans ces commissions traduit le plus bel arbitraire bureaucratique, et nous en arrivons au fait capital.

La commission consultative consacrée aux Auberges de Jeunesse, comprenant outre les représentants du ministre, ceux de divers mouvements : U.F.A.J., O.C.C.A.J., L.F.A.J., M.L.A.J. et la Ligue française de l'Enseignement, s'était mise d'accord au cours de deux réunions sur le principe de la création d'un organisme unique habilité à distribuer des cartes d'hébergement aux jeunes qui le désiraient. Ainsi, serait-il possible de sortir d'une

TERREUR EN BULGARIE

Est parvenu de Bulgarie l'appel suivant paru dans Umanita Nova du 9 janvier 1949 :

« Depuis une semaine, à l'occasion de la proclamation de la dictature du prolétariat en Bulgarie, se développe un véritable pogrome contre les

libertaires. Des centaines de nos amis sont arrêtés et leur sort est inconnu. Informez la presse mondiale ! Protestez ! Faites le nécessaire. Salut ! »

LES RÉFLEXES DU PASSANT



COMEDIE SENTIMENTALE EXPRESS

La scène représente la Chambre des Députés.

Cachin monte à la tribune. Silence glacial. Eternuements. La grippe rôde. Schuman agresse son chapelet, Herriot fume de l'écume de la tribune.

CACHIN. — Messieurs, qu'il me soit permis de rendre hommage à l'inlassable dévouement de la Chambre...

UNE VOIX. — Très bien !

CACHIN. — A ses efforts constants pour mener la chèvre et le chou...

DALADIER. — Magnifique !

CACHIN. — Sa bonne foi, son travail persévérant, son attitude pleine de noblesse et d'humaine compréhension pendant la grave des minutes, forcent le respect.

Applaudissements nourris, prolongés. Jules Moch monte à la tribune et embrasse Cachin. L'émotion est à son comble.

HERRIOT. — (Il écarte une larme. Vouloir agiter la sonnette. Il se trompe et agite sa pipe). Messieurs, Messieurs, (brise d'émotion, il retombe dans son fauteuil).

FAUTEUIL. — Profond soupir.

CACHIN. — Messieurs, Messieurs, avancer qu'en ce moment deux nations puissantes sont en opposition irréductible ? Ne parlez pas, encore aujourd'hui, d'une rencontre possible entre Staline et Truman, au même titre que la rencontre permanente, du manganeuse russe et de l'acier américain ?

HERRIOT. — Certainement ! Mais comment saisir une main obstinée plongée dans la culotte de peau ?

CACHIN. — Si l'on a pu s'entendre pour faire la guerre, il est hors de doute que l'on a pu s'entendre pour la préparer. Les réalistes qui s'élèvent sur tous les bancs en savent quelque chose.

Applaudissements frénétiques.

CACHIN. — ...et comprennent que les éléments de discord doivent être étouffés...

L'UNION SACRÉE

VOIX DIVERSES. — Très bien ! A bas la Cour des Comptes !

HERRIOT (à Cachin). — Pourquoi, tel un héros homérique, portez-vous un casque ?

CACHIN. — Ce n'est pas un casque ! C'est un chapeau melon !

HERRIOT. — Excusez-moi, je croyais que vous fumiez la pipe !

CACHIN. — Ne nous égarons pas !

HERRIOT. — Et ne renions pas nos amis !

CACHIN. — Cette union sacrée dans le sang de 40 millions de héros, hélas ! décomposés, nous a garanti nos fauteuils. Sachons donc être reconnaissants pour ceux qui nous aident à nous reconstruire !

CACHIN. — Nous sommes à un tournant historique ! Inclignons-nous bien bas devant la technique américaine.

HERRIOT. — Et sachons nous unir fermement. De graves dangers nous menacent. De divers côtés de l'opinion on nous offre le choix entre la mise à mort et le suicide !

CACHIN. — On veut dissoudre la Chambre ! Nous devons lutter contre ces mœurs dissolues, car la dissolution ne reculerait rien !

HERRIOT. — Entre le poison et le lacet que l'on nous présente sur un plateau d'argent, nous choisirons le système parlementaire.

DALADIER. — Ou le système des alliances.

RUÉILLE. — Nous désolons la baisse obligatoire et laïque.

PETCHE. — Le blocage des salaires.

THOREZ. — Et la grève étant l'arme des trusts, nous l'interdirons !

HERRIOT. — Ainsi, Messieurs, la République sera sauvée et nous pourrions paraitre à l'abri de 500.000 balotnets.

A ce moment un économiquement faible surgit on ne sait d'où, s'élance à la tribune et se met à crier :

« Et moi alors ! Et moi ! »

PETCHE. — Qui est intrus ? Que voulez-vous ?

CACHIN. — Messieurs, cet individu est un provocateur !

HERRIOT. — Ne laissons pas violer l'immunité parlementaire ! Gardes ! Expulsez cet individu !

L'économiquement faible est jeté dehors.

Les députés se lèvent et chantent la « Marseillaise ».

L'union sacrée est chose faite.

A chacun son mensonge !

(Suite de la 1^{re} page)

et, dans cette mesure, on peut penser que la crise économique américaine se présentera pour les U.S.A. sous un aspect infiniment moins grave, Truman ayant reçu de la population et des syndicats le blanc-seing de l'intervention étatique.

Or, Staline n'est jamais caché des espoirs qu'il mettrait dans l'éclatement d'une grande crise américaine pour abattre son ennemi d'outre-Pacifique. Il semble donc que le rythme prévu du processus « révolutionnaire », de l'influence et des victoires du Kremlin, s'en trouve considérablement ralenti. La révolution est ajournée à l'échelle mondiale : c'est pourquoi les communistes « mettent de l'eau dans leur vin rouge » à l'Assemblée française.

Mais, si la révolution est ajournée, LA GUERRE NE L'EST PAS NECES-

ŒUVRE DE PROTECTION DES ENFANTS JUIFS

En raison de son succès et de l'accueil chaleureux que lui a réservé la presse parisienne, l'exposition de Dessins et Travaux d'Enfants de l'O.P.E.J., à la Galerie La Boétie, 83, rue de la Boétie, est prolongée jusqu'à la fin du mois de janvier.

F. A.

Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X^e
Métro : Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche.

2^e REGION

Conseil régional le dimanche 23 janvier 1949, à 15 heures. Lieu de réunion habituel. Pour l'ordre du jour, consulter le prochain « Trait d'Union ».

Paris-XV. — Réunion du groupe tous les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois à 20 h. 30, café Le Bouquet, 7, place Charles-Michel.

Colombes. — Réunion du groupe libertaire tous les samedis. Samedi 29 janvier conférence-causerie.

Enghien. — Réunion vendredi 28 janvier, 21 h., adresse habituelle.

Maisons-Alfort, Alfortville, Charenton. — Réunion vendredi 28 janvier à 20 h. 30, café Sauvage, 4, rue du Pont-d'Ivry, à Alfortville. Présence de l'indispensable. Camarades de Créteil, Sures et environs invités.

Saint-Denis. — Les camarades m'ayant écrit, recevant une réponse aussitôt qu'un local sera trouvé. Devient, 14 bis, boulevard Côté, Enghien.

Vincennes. — Réunion ouverte aux sympathisants le vendredi 21 janvier à 20 h. 45. Rendez-vous à 20 h. 30 devant le métro « Châteaude Vincennes » (côté avenue du Châteaude Vincennes).

Groupe Louise-Michel, 18. — Le groupe est formé. Prière d'écrire ou de voir le camarade Joyeux qui convoquera.

Groupe Sacco et Vanzetti. — Réunion des militants du groupe le mardi 25 janvier à 20 heures précises. Sociétés Savantes (consulter le tableau d'affichage).

Asnières. — Réunion du groupe le mercredi 24 à 20 h. 30, 5, rue Paul-Drouot.

C.A. Régionale. — Les trésoriers de groupes sont priés de régler au plus tôt les cotisations encore dues à Nevers, 11, rue Pasteur à Saint-Fons-C.O.P. Lyon 127-01 et de renvoyer au plus tôt le matériel restant.

4^e REGION

Angers. — Le groupe d'Etudes Sociales invite tous les camarades sympathisants et lecteurs du « Libéraire » à assister à la conférence sur le Problème religieux, le 26 janvier, au Café du Midi, rue Saint-Michel, à 20 h. 30.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, Paris-2

(Suite de la première page)

— Faisons bien attention car la question est délicate.

Le médecin est libre en ce sens qu'il n'y a aucun organisme spécialisé du Parti communiste pour contrôler les domaines de la Santé publique. L'intérêt du Parti étant absorbé par la vie économique et politique du pays.

Ainsi, dans chaque république, il y a un ministère de la Santé et dans chaque région ou district, une administration correspondante. Ces centres fonctionnent sans contrôle du Parti. Et même, les médecins peuvent librement procéder à des vaccinations, suggérer des améliorations. On peut dire que la Santé publique est le seul domaine en U.R.S.S. où il y ait quelque indépendance, une certaine initiative individuelle.

Toutefois, le médecin ne peut exercer librement. La loi ne lui interdit pas mais la politique gouvernementale y étant opposée, le médecin qui veut exercer dans son cabinet est assujéti à un impôt plus important que ses revenus d'une année. Par ailleurs, le matériel et les locaux sont introuvables. En fait, tous les médecins exercent dans les hôpitaux et cliniques et il n'y a pas de consultations privées.

Le même cas se produit pour les dentistes. Les médecins sont payés par l'Etat, ils perçoivent de 400 à 600 roubles. Bien qu'ils soient dans la hiérarchie, au-dessus du personnel de service des hôpitaux, ce ne sont donc pas des privilégiés.

Parlons maintenant des malades. Un ouvrier peut-il facilement se faire reconnaître comme malade ?

— L'ouvrier malade n'est reconnu que s'il a un degré très marqué de fièvre (de 38° au moins). S'il n'y a pas de fièvre, aucune chance d'être reconnu.

Une fois reconnu, le malade peut aller à l'hôpital où soins et médicaments sont gratuits. Il peut aussi se faire soigner chez lui. L'usine lui envoie alors le médecin. Il ne paie que les médicaments.

— A ce sujet, trouve-t-on tous les médicaments utiles ?

— Il est courant de dire que les médicaments ne sont pas chers. Ceci pour une raison bien simple : le médecin sait que l'ouvrier ne peut payer que des médicaments très courants et il n'en ordonne pas d'autres.

Par contre, les spécialités rares sont d'un prix élevé. Un exemple : ma femme dut se procurer de la koramine, que je dus payer 300 roubles !

D'ailleurs, les médicaments rares ne se trouvent guère qu'au marché noir alimenté par le vol. Il y a un trafic important sur ces médicaments.

— Y a-t-il des statistiques publiées ?

— Aucune qui concerne la santé, la mortalité, les naissances. Les statistiques existent mais le secret est gardé.

De même, aucune statistique sur les suicides n'est jamais publiée.

— Ainsi les assurances sociales ne couvrent pas les frais de médicaments. D'autre part la médecine est gratuite. L'assurance sociale n'a donc pour but que de fournir au malade une indemnité journalière ?

— Il n'y a pas en U.R.S.S. un système d'assurances sociales comparable à ceux des autres pays. En fait, c'est l'usine qui prend l'ouvrier en charge. Elle a des comptes spéciaux avec le Département de la Santé auquel elle verse le montant des retenues sur les traitements, déduction faite des indemnités directement versées aux malades, chaque malade ayant sa fiche à l'usine.

— Quel est le montant des prestations ?

— Très faible. Les non syndiqués perçoivent au maximum 50 % du salaire. Les syndiqués, de 50 à 100 %. C'est le président du syndicat qui fixe, arbitrairement, le pourcentage. Tout au plus, est-il courant de tenir compte de l'ancienneté du malade.

— La presse stalinienne a souvent insisté sur la vieillesse heureuse en U.R.S.S. Qu'en est-il au juste ?

— En Union Soviétique, c'est une commission qui statue sur l'admission à la retraite pour chaque travailleur. Jusqu'en 1939, l'âge à partir duquel on pouvait accéder à la retraite était 60 ans.

S'ils étaient peu nombreux, s'ils ne représentaient qu'un des moindres aspects de la corruption générale, on pourrait éviter de les stigmatiser. Mais leur force est telle qu'il faut les dénoncer. Ils sont le danger permanent, non seulement au point de vue économique, mais surtout au point de vue révolutionnaire. Rien de plus réactionnaire, de plus mesquin, de plus égoïste qu'un commerçant. Il ne vit que pour son tiroir-caisse, maudit l'abandon relative, veille à ce que les prix se maintiennent. Il est l'authentique représentant de l'esprit petit-bourgeois, c'est-à-dire l'esprit le plus borné, le plus encroûté, le plus vil. Accroché aux traditions, aux habitudes les plus vermineuses, n'ayant d'autre talent que celui d'acheter le moins cher possible afin de revendre le plus cher possible, n'aspérant qu'à son repos, ne connaissant que les basses jouissances, ennemi de tout élan, de toute générosité, de toute envolée, incapable d'aspirer à autre chose qu'à la course au profit, il est l'élément contre-révolutionnaire par excellence.

Il n'y a rien à attendre d'un commerçant. C'est une machine à sous. Il hait les ouvriers, les malheureux. Qui n'a pas entendu cette phrase : « Les ouvriers ? Ils sont plus heureux que moi ». Ou bien : « Les ouvriers ? Ils n'ont qu'à faire autre chose ! » Toute leur philosophie s'arrête là. Il n'y a d'ailleurs qu'à lire son journal préféré « L'Aurore » pour être fixé sur sa valeur spirituelle !

Mais la puissance des commerçants est incontestable. Elle est le résultat de leur

Dans le cas où la commission ne reconnaît pas valable la demande de retraite, elle peut toutefois diriger l'intéressé vers un travail moins pénible.

Le retraité reçoit environ la moitié du salaire, s'il a travaillé sans interruption. Ceci représente une somme infime, c'est la misère.

Quant aux veuves, elles perçoivent de 20 à 50 roubles par mois, dans certains cas 15 à 30 roubles. La situation des vieux est donc plus pénible encore que dans les autres pays. Ils n'ont qu'un moyen de survivre : le marché noir, le vol, les petits métiers.

— Et les invalides du travail. Quel est leur sort ?

— Eux aussi passent devant une commission qui peut les libérer complètement du travail. Dans ce cas, ils perçoivent une indemnité qui varie avec le nombre d'années de travail.

— Dans de nombreux pays, la femme et les enfants du travailleur bénéficient des assurances sociales. En est-il de même en U.R.S.S. ?

— Pas du tout. La femme et les enfants sont à la charge complète de l'ouvrier. Seule la femme qui travaille bénéficie de l'assurance sociale.

— Y a-t-il une politique de la famille ?

Car enfin, la presse pro-soviétique fait tout un tapage sur la natalité en U.R.S.S. et les attentions du pouvoir vis-à-vis de la famille.

Jusqu'en 1944, l'Etat assurait la subsistance des mères séparées de leur mari ou des filles-mères en prélevant sur le salaire du père la valeur des « aliments » de l'enfant. La loi a été

abrogée en 1944. Ainsi le progrès réalisé au début de la Révolution, mettant sur un pied d'égalité enfants naturels et légitimes, a fait place à une situation réactionnaire... qui évidemment favorise la natalité.

Il n'y a en effet aucune autre loi importante pour favoriser la natalité.

Cependant, notez que les familles nombreuses reçoivent une prime annuelle à partir du 6^e enfant. De 8 à 10 enfants, la mère est décorée, au titre de héros de la maternité.

— Vous nous avez affirmé, précédemment, que l'enfance était très touchée par le rachiisme, la tuberculose. Aujourd'hui, vous dites que dans les consultations de nourrissons, des aliments sont donnés pour les enfants déficients. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

— Non, car je vous parlais l'autre jour des enfants en général et non des bébés. Ceux-ci d'ailleurs ne sont pas parfaitement nourris et les mères le sont très mal. Mais dès qu'ils ont dépassé la première enfance, les enfants, condamnés à la nourriture détestable des adultes sont souvent déficients : les dyspepsies, les maladies contagieuses (tuberculose) sont très courantes.

Les aliments concentrés (lait) sont introuvables sauf dans les magasins réservés aux militaires des hauts grades.

Une observation qu'il ne faut pas négliger : les crèches (à l'opposé des hôpitaux) sont en général très mal tenues, l'hygiène est désastreuse, la nourriture mauvaise, les gardiennes souvent contaminées (tuberculose).

nombre et du fractionnement infini des stocks.

A côté d'eux, les fameux trusts dont le P.C.F. nous rebat les oreilles, sont peut-être moins dangereux. Il est facile, il est même extrêmement aisé de se saisir des usines, des mines, des moyens de transports. Mais collectiver quelque deux millions de boutiques, d'entrepôts, de magasins, jalousement défendus par autant de mercantis, c'est une autre affaire.

Voilà ce qu'il faut dénoncer. Le commerçant défendra féroceement ses maigres privilèges. On peut en être certain. Il a toujours été un réactionnaire. Avant la guerre, il était Croix de Feu, pendant la guerre pétainiste, et maintenant, le voilà gaulliste.

Le commerçant est l'ennemi déclaré de toute évolution spirituelle et sociale.

Eric ALBERT.

Le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres, réuni à Strasbourg, le 30 décembre 1948, après avoir été informé de l'inqualifiable agression colonialiste en Indonésie, par les troupes hollandaises à la veille des fêtes de Noël.

1) flétrir l'occupation et les massacres perpétrés en Indonésie par l'impérialisme hollandais ;

2) dénoncer devant le monde civilisé ce crime contre la Paix et l'humanité ;

3) saluer fraternellement le peuple indonésien dans sa lutte pour sa liberté et son indépendance et se déclarer solidaire des victimes innocentes d'une nouvelle barbarie.

Pour le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres

41 boulevard de la Marine, Strasbourg

signé : CHONT-LUCHONT, Expert.

Emile BASTIAN, Pharmacien.

Le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres, réuni à Strasbourg, le 30 décembre 1948, après avoir été informé de l'inqualifiable agression colonialiste en Indonésie, par les troupes hollandaises à la veille des fêtes de Noël.

1) flétrir l'occupation et les massacres perpétrés en Indonésie par l'impérialisme hollandais ;

2) dénoncer devant le monde civilisé ce crime contre la Paix et l'humanité ;

3) saluer fraternellement le peuple indonésien dans sa lutte pour sa liberté et son indépendance et se déclarer solidaire des victimes innocentes d'une nouvelle barbarie.

Pour le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres

41 boulevard de la Marine, Strasbourg

signé : CHONT-LUCHONT, Expert.

Emile BASTIAN, Pharmacien.

Le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres, réuni à Strasbourg, le 30 décembre 1948, après avoir été informé de l'inqualifiable agression colonialiste en Indonésie, par les troupes hollandaises à la veille des fêtes de Noël.

1) flétrir l'occupation et les massacres perpétrés en Indonésie par l'impérialisme hollandais ;

2) dénoncer devant le monde civilisé ce crime contre la Paix et l'humanité ;

3) saluer fraternellement le peuple indonésien dans sa lutte pour sa liberté et son indépendance et se déclarer solidaire des victimes innocentes d'une nouvelle barbarie.

Pour le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres

41 boulevard de la Marine, Strasbourg

signé : CHONT-LUCHONT, Expert.

Emile BASTIAN, Pharmacien.

Le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres, réuni à Strasbourg, le 30 décembre 1948, après avoir été informé de l'inqualifiable agression colonialiste en Indonésie, par les troupes hollandaises à la veille des fêtes de Noël.

1) flétrir l'occupation et les massacres perpétrés en Indonésie par l'impérialisme hollandais ;

2) dénoncer devant le monde civilisé ce crime contre la Paix et l'humanité ;

3) saluer fraternellement le peuple indonésien dans sa lutte pour sa liberté et son indépendance et se déclarer solidaire des victimes innocentes d'une nouvelle barbarie.

Pour le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres

41 boulevard de la Marine, Strasbourg

signé : CHONT-LUCHONT, Expert.

Emile BASTIAN, Pharmacien.

Le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres, réuni à Strasbourg, le 30 décembre 1948, après avoir été informé de l'inqualifiable agression colonialiste en Indonésie, par les troupes hollandaises à la veille des fêtes de Noël.

1) flétrir l'occupation et les massacres perpétrés en Indonésie par l'impérialisme hollandais ;

2) dénoncer devant le monde civilisé ce crime contre la Paix et l'humanité ;

3) saluer fraternellement le peuple indonésien dans sa lutte pour sa liberté et son indépendance et se déclarer solidaire des victimes innocentes d'une nouvelle barbarie.

abrogée en 1944. Ainsi le progrès réalisé au début de la Révolution, mettant sur un pied d'égalité enfants naturels et légitimes, a fait place à une situation réactionnaire... qui évidemment favorise la natalité.

Il n'y a en effet aucune autre loi importante pour favoriser la natalité.

Cependant, notez que les familles nombreuses reçoivent une prime annuelle à partir du 6^e enfant. De 8 à 10 enfants, la mère est décorée, au titre de héros de la maternité.

— Vous nous avez affirmé, précédemment, que l'enfance était très touchée par le rachiisme, la tuberculose. Aujourd'hui, vous dites que dans les consultations de nourrissons, des aliments sont donnés pour les enfants déficients. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

— Non, car je vous parlais l'autre jour des enfants en général et non des bébés. Ceux-ci d'ailleurs ne sont pas parfaitement nourris et les mères le sont très mal. Mais dès qu'ils ont dépassé la première enfance, les enfants, condamnés à la nourriture détestable des adultes sont souvent déficients : les dyspepsies, les maladies contagieuses (tuberculose) sont très courantes.

Les aliments concentrés (lait) sont introuvables sauf dans les magasins réservés aux militaires des hauts grades.

Une observation qu'il ne faut pas négliger : les crèches (à l'opposé des hôpitaux) sont en général très mal tenues, l'hygiène est désastreuse, la nourriture mauvaise, les gardiennes souvent contaminées (tuberculose).

nombre et du fractionnement infini des stocks.

A côté d'eux, les fameux trusts dont le P.C.F. nous rebat les oreilles, sont peut-être moins dangereux. Il est facile, il est même extrêmement aisé de se saisir des usines, des mines, des moyens de transports. Mais collectiver quelque deux millions de boutiques, d'entrepôts, de magasins, jalousement défendus par autant de mercantis, c'est une autre affaire.

Voilà ce qu'il faut dénoncer. Le commerçant défendra féroceement ses maigres privilèges. On peut en être certain. Il a toujours été un réactionnaire. Avant la guerre, il était Croix de Feu, pendant la guerre pétainiste, et maintenant, le voilà gaulliste.

Le commerçant est l'ennemi déclaré de toute évolution spirituelle et sociale.

Eric ALBERT.

Le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres, réuni à Strasbourg, le 30 décembre 1948, après avoir été informé de l'inqualifiable agression colonialiste en Indonésie, par les troupes hollandaises à la veille des fêtes de Noël.

1) flétrir l'occupation et les massacres perpétrés en Indonésie par l'impérialisme hollandais ;

2) dénoncer devant le monde civilisé ce crime contre la Paix et l'humanité ;

3) saluer fraternellement le peuple indonésien dans sa lutte pour sa liberté et son indépendance et se déclarer solidaire des victimes innocentes d'une nouvelle barbarie.

Pour le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres

41 boulevard de la Marine, Strasbourg

signé : CHONT-LUCHONT, Expert.

Emile BASTIAN, Pharmacien.

Le Bureau de l'Union Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes des Guerres, réuni à Strasbourg, le 30 décembre 1948, après avoir été informé de l'inqualifiable agression colonialiste en Indonésie, par les troupes hollandaises à la veille des fêtes de Noël.

1) flétrir l'occupation et les massacres perpétrés en Indonésie par l'impérialisme hollandais ;</

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

UN POLITBURO A LA C.G.T.

COMITES d'entreprise ou pas comités d'entreprise ? Coopération, association avec les patrons ou lutte contre eux ? Apprentissage, contrôle de la gestion ou moyen détourné de placer les copains ? A la lecture de « L'Humanité », du « Peuple », de « La Vie Ouvrière » et des organes sous-verges, on finit par ne plus savoir très bien de quoi il en retourne et malin le militant cégétiste qui s'y retrouve.

En 1946, Croizat déclarait : « Les C.E. doivent COOPÉRER avec les directions, MAIS NON SE SUBSTITUER A ELLES ». (Circulaire du Travail 80-46 et Guide du Métallurgiste, mars 1946.) Mais en 1949, le cryptostalinien Duchat de dire : « Trop de membres des C.E. oublient qu'ils ont été élus par les syndicats et qu'ils doivent agir en militants syndicaux. On collabora avec le patronat au lieu de revendiquer, on sacrifia à l'esprit maison ; on renforça le paternalisme au lieu de le combattre ». (« Le Peuple », 13-1-49). Et Frachon d'enfoncer le clou dans la « Pravda » de langue française : « Camarades délégués, qui donnez étourdiment dans les filets du patronat, EN PLEINE COLLABORATION AVEC DE GAULLE, est-ce que cela vous suffit pour réagir en vrais prolétaires ? » (« Cesset toute collaboration... ») (« Huma », 24-12-48).

Organismes de gestion — D'APRES LA LOI, puisque pouvant théoriquement éprouver les bilans, aidés par un expert-comptable non rattaché à l'entreprise — les C.E. furent chantés par le chevalier du micro n° 1 bis, Maurice Thorez (1), en 1946. Le bougre en profitait alors pour ritourneller « Produire, produire ! ». En mars 1948, le supplément de « La Vie Ouvrière » ne leur en conseilla pas moins : « Le problème dominant n'est plus celui de l'augmentation de la production. Retour, comme l'on voit, aux saines traditions mises en conignes EN MARS 1940 par nos syndicalistes bon teint, « résistants » et « patriotes » :

« Par tous les moyens appropriés, en mettant en œuvre toutes vos ressources d'intelligence et toutes vos connaissances techniques, rendez inutilisables les fabrications de guerre (2) ».

Et Benoît Frachon d'enchaîner, à la Conférence des C.E. de 1948 : « Il ne peut être question d'intérêt général, oubliant peut-être ce que le gros Maurice — aujourd'hui « redressé » par Casanova — disait en 1946 : « L'intérêt majeur de la classe ouvrière et de la nation EXIGE le redressement économique du pays ». (Fédération des métaux, brochure sur les C.E.) Quand je vous disais que le militant cégétiste — à moins qu'il ne soit totalement déceulé — devait y perdre la tête et ne plus savoir dans quel maquis de dialectique se fourrer ! Trapez volant et corde raide.

La « grande » C.G.T., s'apercevant tout de même que les gars n'ont pas la mémoire si courte et surtout que brusquer les choses au moment de la reprise (difficile) des cartes n'est pas spécialement opportun, a tenté d'arranger la chose en ménageant une transition entre l'enthousiasme du début et l'engueulade de la fin. Après l'audition des témoins, elle a pondu une motion socialiste — pardon, une motion négro-blanche — (« Huma » du 15-1-49) intitulée : « Les Comités d'entreprise défendent les intérêts des travailleurs » (3) et expliquant que les C.E., après tout n'étaient pas très-très-bien mais qu'ils n'étaient pas très-très-mal non plus et qu'avec un peu d'efforts...

Ce peu d'efforts ? Le contrôle de la base (sic) et de la section syndicale

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2^e REGION
● Paris-Est. — Jeudi 20 janvier, à 20 h. 30, 44, rue Pétion, Paris (11^e), « Bakounine », par R. Lefranc.
● Saintes. — Vendredi 21 janvier, à 20 h. 30, salle Centrale, conférence par Aristide Lapeyre sur : « Non, Dieu n'existe pas ! ».

● Groupe Sacco et Vanzetti (ex-groupe Paris 5^e et 6^e). — Palais de la Mutualité, rue Saint-Victor, maître Maubert-Mutualité (pour la salle, consulter le panneau d'affichage), le vendredi 21 janvier 1949, à 20 h. 45 : « L'action sociale vue par un catholique et par un anarchiste ». Conférence faite par un catholique et un camarade et dont l'importance des débats justifiera une nombreuse assistance.

3^e REGION
● Metz. — Le 21 janvier à 20 h. 30, chez Plom-Muller, 19, avenue Serpenoise, « La solution libertaire ».

12^e REGION
● Marseille. — Salle Artistique, 8, cours Général-Thierry, vendredi 21 janvier 1949, à 19 h. : « Le syndicalisme et les anarchistes » par Sayas.
● Marseille. — Salle de l'Artistic, 8, cours Joseph-Thierry, vendredi 4 février 1949, à 19 heures. « La question religieuse en régime libertaire » par Julien. Vendredi 18 février 1949, à 19 heures, « Le mariage en régime libertaire » par C. Fautout.

Travailleurs, attention !

La réorganisation bureaucratique du parti syndicaliste n° 1 prépara l'offensive contre vos dernières libertés

d'entreprise, celle-ci composée de MILITANTS SÉRIEUX, délégués d'entreprise et DELEGUES DU PERSONNEL (je souligne délégués du personnel, vous verrez pourquoi plus loin) et chargée de remettre, si possible, de l'ordre dans la maison. Premier point.

Le second point, lui, risque encore d'embrouiller la question déjà bougrement complexe et... le contrôle des C.E. proné plus haut. Lors d'une récente réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives — vous savez, ces conventions collectives qui doivent tout arranger, bien que ne parlant pas des salaires et nécessairement contrées du ministre pour être valables ? — Henri Raynaud, représentant la C.G.T., a manifesté à plusieurs reprises DEVANT LES DELEGUES GOUVERNEMENTAUX « le peu de confiance qu'il avait dans les délégués du personnel. D'après lui, ils perdaient parfois la ligne générale ». Et pour tout arranger, pour qu'ils gardent la ligne, il proposait de faire intervenir le secrétaire de la section syndicale (encore !) ou du syndicat local « CONSIDERE COMME UN DELEGUE SUPPLEMENTAIRE ». Voyez pas-tis !

Mais ne nous écartons pas du sujet. Ne mélangeons pas Conventions collectives avec Comités d'entreprise. Donc, en premier lieu, les militants cégétistes des

Reste à savoir, aussi, comment la base va réagir. Cette base si méprisée, tellement ravagée au simple rang de cortisants et de « piétaille ». Elle manifeste déjà, aujourd'hui, tout son mépris pour les « porte-serviette » et se rend à la reprise des cartes quand elle ne crache pas à la figure des collecteurs, pourant coteleurs à souhait. très « marchande de tapis ». Espérons que demain C'EST ELLE EN FAIT QUI CONTRÔLERA ses délégués, et ELLE SEULE ; qu'elle se dégage de la tutelle, de plus en plus envahissante, parce qu'insidieuse et camouflée, d'éléments étrangers à elle-même. Sur elle, convergent les forces du mal — gaulliste et stalinienne — il ne lui reste plus qu'à jouer le jeu, SON jeu.

Et il n'est que temps.

J. BOUCHER.

M. IRWING BROWN « syndicaliste »

L'interview accordée au journal « Le Figaro » (30-12-48), par Irving Brown, délégué à la propagande en Europe de l'American Federation of Labor révèle, sans équivoque possible, les conceptions des dirigeants syndicalistes d'outre-Atlantique et les buts qu'ils semblent s'être assignés.

Après les concours qu'ils ont apporté à Truman lors de la récente campagne pour l'élection présidentielle aux U.S.A., on pouvait se demander si cette prise de position n'était qu'accidentelle. Ou si le syndicalisme américain, suivant en cela l'exemple européen, allait s'acheminer à son tour, sinon vers la politisation, du moins vers le soutien de certaines équipes oligarchiques. A cet égard, les déclarations du dispensateur de fonds pour l'Europe de la grande Centrale américaine paraissent suffisamment claires : « Quant à l'idéologie, à ce que les syndicalistes européens appelle la conscience de classe », elle n'existe pratiquement pas aux U.S.A. ».

La conscience de classe n'existe pas aux U.S.A. ?

Sans doute, mais les J. Brown y sont pour quelque chose qui s'emploient à faire oublier les martyrs du 1^{er} mai, de Chicago, les Sacco-Vanzetti et tant d'autres... et orientent le syndicalisme vers la collaboration de classes.

Et après avoir affirmé contre toute évidence qu'il n'existe pas de droit féodal aux Etats-Unis, le leader poursuit : « Par conséquent, la nature du syndicalisme américain est bien davantage liée à la lutte économique basée sur un principe pratique qui résume bien le slogan des travailleurs américains : « rentabilité ce qui, même aux Etats-Unis, ne saurait être vrai encore bien longtemps.

Et, en attendant, voilà la voie ouverte à une collaboration de plus en plus étroite — comme partout — entre le syndicalisme américain et ses adversaires : le Capital et l'Etat, en vue de l'accommodement du vieux système et selon des méthodes qui ont, ailleurs, si bien porté leurs fruits. Pour n'avoir pas eu plus d'imagination que leurs patrons et plus de courage que les « chefs » syndicalistes du vieux continent, ceux des U.S.A. ne pourront que renforcer la tendance à l'étatisme — et au totalitarisme — d'un régime, dont les travailleurs américains commencent déjà à apprécier les singuliers bienfaits.

Si Irving Brown et l'A.F.L. s'en tenaient là... Mais de cette conception du syndicalisme, il tient à faire un article d'exportation : « Soyons pratiques... L'Amérique veut participer à la construction d'une organisation libre et vraiment internationale... La F.S.M. est morte, il est nécessaire de l'enterrer réellement en préparant les bases d'une nouvelle internationale des syndicats libres ».

(Voilà beaucoup d'affirmations de la liberté. Plutôt de quoi se méfier...). L'être de quoi ? et vis-à-vis de qui ? De renforcer le capitalisme mondial sous la direction des maîtres du bloc américain ? Et dans quels buts ?

Nous n'allons pas tarder à le voir : « Des organisations semblables », continue J. Brown, « doivent maintenant suivre en Orient, où la formation du syndicalisme japonais est déjà fort avancée ». (Sans doute sous l'impulsion du syndicaliste Mac-Arthur ?)

« L'esprit isolatisme a depuis longtemps disparu chez les travailleurs américains ». Chez les travailleurs, ça n'est malheureusement pas si sûr ; mais quand aux businessmen, il y a déjà un moment que nous nous sommes aperçus que les peuples du monde, détenteurs de mati-

res premières ou susceptibles d'être des clients essentiels, ne les laissent pas indifférents.

C'est pourquoi il y a plutôt lieu d'être quelque peu inquiet lorsque Irving Brown termine ainsi : « S'il devait encore exister des Etats qui se targuent de leur souveraineté pour cacher la vérité au monde, qu'ils soient donc exposés partout à la condamnation des travailleurs internationaux dont l'intérêt ne permet pas qu'un monde libre, mi-esclave, existe conjointement... Si nous permettons que des méthodes d'esclavage continuent, les institutions ouvrières libres, dans un monde démocratique, se trouvent dans un péril mortel ».

Ce qui, on en conviendra, peut être lourd de sens, surtout lorsqu'on se range derrière son propre impérialisme. Dans ces conditions on peut très bien interpréter cela comme un appel aux ouvriers des « démocraties » du type occidental, pour une soi-disant croisade contre le totalitarisme, mais dirigée en fait contre le bloc oriental... au nom des libertés permises par la ploutocratie américaine.

Et, lorsqu'on cours du même interview, I. Brown déclare avoir versé « plusieurs millions de dollars à la C.G.T. française avant la scission (tiens, tiens !) et depuis aux syndicats F.O. » on ne peut que recommander aux syndicalistes français d'ouvrir l'œil et le bon sur les conditions dans lesquelles s'opéra la naissance d'une nouvelle internationale syndicale.

TIGE.

“ L'HUMANITÉ ” démentira-t-elle ceci ?

D'après Gaston Coblenz, correspondant du New-York Herald Tribune, la délation est devenue entreprise nationalisée dans la Bulgarie de Dimitrov. Les Bulgares pourront désormais utiliser la lettre anonyme. A cet effet, des boîtes postales réservées seraient installées dans les rues de la capitale bulgare. Le Comité du Front patriotique de Sofia serait à l'origine d'un décret légalisant cette infamie.

La dénonciation peut concerner chaque aspect de la vie sociale. La commission qui procède à la levée de ce courrier d'un nouveau genre, est habilitée pour enquêter dans les institutions publiques, aussi bien que dans les coopératives et les affaires privées.

Pour les cas de moindre importance, la commission se contente de lancer un blâme amical (sic) aux délinquants. Quand des abus plus importants se font jour, la commission informe les organismes d'Etat et les institutions dont la tâche est de punir les coupables.

Les boîtes postales sont suffisamment grandes pour contenir douze douzaines de lettres. Installées aux carrefours, de couleur sombre, elles portent une inscription permettant de les reconnaître.

Ne nous étonnons plus si le film de Chavance, Le Corbeau, ne s'est pas trouvé être du goût des stalino-fascistes français. Mais le canard pseudo-prolétarien de Marcel Ca-

C.E. — qui ne savent plus très bien à quels saints se vouer (voir en tête d'article les questions qu'ils se posent) — seront contrôlés par les sections syndicales d'entreprise. Mais comme ces sections syndicales d'entreprise ne sont composées que d'éléments suspects (Raynaud dixit) et que la base semble quelque peu résignée, un supercontrôle est envisagé : CELUI DU RESPONSABLE A L'ECHOLON LOCAL (Union locale), national-communiste déceulé au maximum, donc agent exécutif de n'importe quelle consigne, du moment que celle-ci vient du grand patron de la rue Lafayette. C'est clair et précis, n'est-ce pas ? Une jolie épidémie d'espionnage et de viol psychologique des foules ! Car la base, là-dedans, que devient-elle ? On s'en fout. Royalement. Staliniennement. On ne lui demande que de marcher aux ordres, car — et là réside toute l'habileté du système — s'il est question dans le communiqué cégétiste « de garder le contact avec les masses », ce n'est certes pas pour obtempérer à ses « desiderata » — quel Chabanais cela ferait au sommet de la pyramide ! — mais bien POUR ORIENTER ces « desiderata », les délégués du personnel pouvant influencer considérablement sur les décisions de la base, les provoquer, les polir, les « arranger ». Eux-mêmes étant influés — pour peu qu'ils soient « disciplinés » — par les responsables locaux ou régionaux ou fédéraux. Ainsi, d'échelon en échelon, d'influence en influence, ON espère amener le travailleur à plus de compréhension. ON l'amènera à concevoir la chose sous un angle nouveau tout en lui faisant croire que cette conception émane de lui. Un plan signé Machiavel ! Et quel Machiavel !

Reste à savoir, aussi, comment la base va réagir. Cette base si méprisée, tellement ravagée au simple rang de cortisants et de « piétaille ». Elle manifeste déjà, aujourd'hui, tout son mépris pour les « porte-serviette » et se rend à la reprise des cartes quand elle ne crache pas à la figure des collecteurs, pourant coteleurs à souhait. très « marchande de tapis ». Espérons que demain C'EST ELLE EN FAIT QUI CONTRÔLERA ses délégués, et ELLE SEULE ; qu'elle se dégage de la tutelle, de plus en plus envahissante, parce qu'insidieuse et camouflée, d'éléments étrangers à elle-même. Sur elle, convergent les forces du mal — gaulliste et stalinienne — il ne lui reste plus qu'à jouer le jeu, SON jeu.

Et il n'est que temps.

J. BOUCHER.

- (1) Le chevalier du micro n° 1 : de Gaulle, qui résista comme chacun sait à la B.B.C. de Londres.
- Le chevalier du micro n° 1 bis : Thorez, qui résista, lui, à Moscou. On commence à l'oublier.
- Tous deux n'iraient pas le n° 1, mais c'est étonnant pour le lecteur l'emploi d'un subterfuge de « fonctionnaire » pour expliquer la chose.
- (2) Tract du parti communiste français recueilli à l'époque chez Gnome et Rhône (Kellerman).
- (3) Nous allons ajouter « Le Roi est mort, vive le Roi ! ».

Policier, oui ! Meurtrier, non ! Sans blague

C'est par ce titre que Delbarre, secrétaire de la Fédération des Policiers C.G.T. proteste contre le meurtre odieux de Le Nohain, le colleur d'affiche communiste de Saint-Mandé. Et d'exiger l'arrestation immédiate du flic assassin, tout en l'excusant à demi puisqu'il déclare : « Son geste est la suite tragique et inévitable, sinon d'un encouragement, tout au moins de l'assurance d'une quasi-impunité. » Quel aveu ! Le flic peut tuer, torturer à loisir quel que soit le régime, quel que soit le ministre de l'Intérieur au pouvoir. Il est TOUJOURS sûr de l'impunité. C'est le sado de la malfaite, comme d'autres sont amoureux de fillettes.

« Les policiers français ne veulent pas être des S.S. ! Très bien. Alors, qu'attendent-ils pour rendre leur uniforme ? Les tours dans les usines, les charnues dans les

champs, les attendent. Mais soyez tranquilles, braves gens qu'assassinent les flics, fourbissant leurs armes pour le travail en gros qu'ils espèrent bientôt devoir accomplir sous de Gaulle ou Thorez, Delbarre et ses séides ne démissionneront pas de la Police. On s'y « régale » trop bien. Et la C.G.T. renforçant son système de contrôle et d'investigation reste, bien l'antichambre rêvée du Gépéou ou des Sections d'assaut.

Quant à la TRIBUNE DES FONCTIONNAIRES ET RETRAITES (C.G.T.), organe de Le Léap et de l'U.G.F.F., la quasi-totalité de sa première page est rédigée par deux flics : R. Simon et Delbarre. Comment pourrait-il en être autrement puisque tous les autres ont foutu le camp.

LYNX.

POSITIONS

Ce n'est pas prendre position que de demander avec la C.G.T.-Kominform 25 % de majoration des salaires, un « minimum vital » de 15-500 francs, la signature des conventions collectives, une indemnité compensatrice correspondante à l'augmentation des loyers. Ou, plus exactement, c'est prendre position contre le petit, au bénéfice du gros, donc aller à l'encontre du but poursuivi par le syndicalisme.

Ce n'est pas non plus prendre position que de se mettre à la remorque de la C.G.T.-Wall Street « respectant » le gouvernement ivre de hiérarchie. Et c'est une inique trahison de classe que de suivre la C.G.T.-Vatican

quand son véritable président n'hésite pas à dire : « Les mesures prises par le gouvernement cadrent avec nos revendications ». Positions « particulières » qui n'empêchent pas les mêmes organisations, au sein du Cartel de la Baisse, de demander une augmentation « substantielle » (6 paradoxes !), un minimum vital de 14.500 (environ) et une action sur les prix (1).

Le tout — des Kominformiens aux Wallstrons en passant par les Vaticaniens — revu et corrigé par une allocation-logement des plus difficiles à calculer, même armé d'une table de logarithmes.

Nouvel-ne du dispersement syndical, le Comité général des Syndicats indépendants — cher à M. de Gaulle et conduit par Dewez, l'ex-député communiste de Valenciennes — exige un minimum vital de 20.000 FRANCS par mois. Cela non plus n'est pas une position, CAR LE COMITÉ N'ENVISAGE AUCUNE ACTION POUR FAIRE ABOUTIR SES REVENDICATIONS. Démagogie, verbiage !

Souls, la Fédération anarchiste, la C.N.T. et le Cartel d'unité d'action syndicaliste restent conséquents avec eux-mêmes. Ils réclament la revalorisation de tous les traitements, salaires et retraites par l'attribution d'une prime mensuelle, uniforme pour tous, de 7.000 francs, astreinte à l'échelle mobile des qu'onbtenue, calculée suivant les indices gouvernementaux (nous jouons franc jeu) et ramenant le pouvoir d'achat de l'ouvrier à celui qu'il avait en 1944. Avec, comme objectif, celui de 1938.

Pourquoi celui de 1938 ? Parce que le prolétariat n'a pas à subir les effets d'une guerre qu'il n'a pas voulue, qu'il n'a pas à payer les filles et les maqueux du régime, qu'il n'a surtout pas à défendre un système dont les « crachats » héroïques et les décors de carton-pâte n'arrivent plus à cacher la totale pourriture.

Les moyens pour faire triompher ces revendications ? La grève. La grève à caractère gestionnaire. La grève révolutionnaire.

Où trouver l'argent ? En supprimant totalement le budget de l'Armée. En éphuchant un peu l'histoire de la Cour des Comptes et en faisant rendre gorge aux « lions » du régime, à commencer par les députés farcis de pots-de-vin et affublé d'un minimum vital dépassant largement le million.

Le budget ? Il aurait bonne mine, le budget, si ceux qui l'alimentent crevaient d'inanition !

Nous voulons vivre. Et déceement.

Nous voulons nos 7.000 francs !

NORMANDY.

C. N. T.

39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IX^e. Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures, sauf le dimanche.

2^e UNION REGIONALE
Syndicat des Cuirs et Peaux. — Permanence au siège tous les lundis à 18 h. 15. Adhésions, renouvellement des cartes. Réunion, au siège, lundi 24 janvier à 18 h. 30. Présence indispensable.

Syndicat Unifié du Bâtiment de Paris et de la Région Parisienne. — Notre assemblée générale se tiendra le dimanche 23 janvier, à 9 heures, 15, rue de Meaux.

Union locale d'Asnières. — Tous les camarades de l'Union locale sont invités à passer le dimanche 30 janvier, à la permanence, de 11 h. à 12 h. pour retirer leur carte de l'année 1949 et mettre à jour celle de 1948. La permanence se tiendra à partir du 1^{er} janvier tous les dimanches de 10 h. au Café des Bleuts, boulevard Voltaire, Asnières.

Permanence de la 2^e Union Régionale, tous les soirs, de 18 heures à 20 heures, 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

Union locale de Colombes. — Permanence le dimanche de 11 h. à midi, Café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbasse. Adhésions, renouvellement des cartes.

S.U.B. — ASSEMBLEE GENERALE LE 23 JANVIER, A 9 H. 15, RUE DE MEAUX (Métro Colonel-Fabien).

19^e REGION
Marseille. — 22 janvier, à 20 heures, aux Salons Longchamp, boulevard Longchamp, grand festival.
Prise de se munir de cartes d'invitation qui seront distribuées chaque mercredi soir et dimanche matin, au siège du syndicat, Bar Artistique et 8, square Stalingrad, Marseille.

*
Au mois de février, à Nîmes, se tiendra le Congrès Constitutif de la 5^e U. R. Le camarade Perrier, d'Alayrac, a reçu mandat de la C. A. Confédérale pour mener cette tâche à bien. En conséquence, les syndicats et les sections syndicales des départements de l'Aveyron, de la Lozère, de la Gard et de l'Hérault sont priés de répondre à la circulaire qui leur sera adressée prochainement et de prendre toutes dispositions pour la réussite du Congrès.

La vérité perce EN U.R.S.S.

Une délégation de la C.G.T. norvégienne vient de rentrer, après un voyage de plusieurs semaines à travers l'U.R.S.S. Elle publie un rapport détaillé dont nous extrayons les passages suivants : « Un décret publié en 1948 interdisait aux Russes de recevoir des étrangers ou de leur rendre visite. Les mariages avec des étrangers ont été interdits dès 1947. Les prisonniers de guerre russes qui, pendant la guerre, ont été internés dans des camps allemands en Norvège, n'ont pas le droit d'écrire à leurs amis norvégiens qui les avaient aidés.

Le standard de vie du travailleur russe est inférieur à celui du travailleur norvégien d'environ un tiers. Le travail aux pièces est général. Le salaire moyen dans l'industrie est de 600 roubles pour la grande masse des travailleurs ; une partie infime gagne 2.000 à 3.000 roubles par mois, mais les stakhanovistes peuvent atteindre jusqu'à 10.000 à 14.000 roubles.

Les impôts directs sont insignifiants ; il n'y a pas d'impôt sur l'héritage. Les impôts indirects, par contre, rapportent 380 milliards à l'Etat.

EN ALLEMAGNE

Le P.O. allemand passe par une grave crise d'« auto-critiques » et d'épuration. Nous lisons à ce sujet dans la Neue Volkszeitung du 31 décembre, organe du P.O.A. : « Notre parti a commis une grave faute en essayant, après l'écroulement du fascisme nazi, de développer la théorie de la possibilité d'un chemin particulier allemand vers le socialisme... De larges fractions du P.O. allemand ont résisté insuffisamment à la campagne infâme contre l'U.R.S.S... Ce n'est qu'après l'action du Kominform, et sur l'initiative du P.O. de l'U.R.S.S. contre les fautes du P.O. yougoslave, que le P.O. allemand a reconnu cette grave faute ».

D'autre part, nous lisons dans la Neue Zeit du 6 janvier, organe du P.O. sarrois, un article qui reconnaît ouvertement que les communistes allemands sont déçus de la réalité soviétique. On considère, dans les rangs du parti, que l'U.R.S.S. ne peut que « compromettre » la propagande communiste. Les « nombreuses conséquences de la guerre » fournissent des « occasions » pour de telles critiques. « En tant que parti marxiste conséquent, déclare l'auteur de l'article, nous excluons tous les éléments antisoviétiques de nos rangs ».

« Donc, vous justifiez tout ce qui concerne l'U.R.S.S. ! » Telle est la question que l'auteur reproduit lui-même, et il y répond : « En principe : tout... Il y a évidemment encore beaucoup de mal en U.R.S.S. Il y a encore des faimants et des bureaucrates, des carriéristes et de escrocs... Mais ils n'ont pas de perspectives... »

MARTIN.

TROIS AVEUX DE TAILLE

« IL FAUT EN FINIR AVEC LA BUREAUCRATIE, RAPPROCHER L'ORGANISATION SYNDICALE DU SYNDIQUE, EQUILIBRER NOS DEPENSES AVEC NOS RECETTES. »

GRODZENSKY,

Secrétaire de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne.
(« Le Peuple » du 13-1-49.)